

ASSOCIATION LIBERTISTE

Volonté, Vigilance. **EMBRIGADEMENT MORAL DE LA SOCIÉTÉ.** Unité, Fraternité.

PAR LEQUEL TOUT DESPOTISME ET TOUTE ANARCHIE SONT DÉSORMAIS IMPOSSIBLES.

PAR PINTO, FONDATEUR DU LIBERTISME.

PLAN DE L'ASSOCIATION LIBERTISTE.

PREMIER DEGRÉ.

Nous avons établi en principe, dans une précédente publication, que c'est de lui-même seulement qu'un peuple peut recevoir sa liberté, que tout gouvernement, par sa nature, tend sans cesse à lui ravir; nous ajoutons qu'il faut qu'il s'aide lui-même, sans compter sur le ciel, qui est trop haut placé pour se mêler des débats de la terre. Nous avançons, en outre, que les citoyens doivent reconquérir toutes les usurpations de la monarchie, et payer tout de leurs propres deniers, et par eux-mêmes le plus possible, s'ils veulent rester les maîtres de leur destinée: la dépendance de celui qui reçoit est toujours acquise à celui qui paie.

Les hommes ont trois conditions à remplir pour jouir de la liberté. Ils doivent être instruits, moraux, et au dessus du besoin. Si nous voulons sincèrement le règne de la liberté, si nous sommes sincèrement patriotes, nous devons tous nous faire des concessions, afin de rétablir le crédit et reconstituer le travail, qui nous donneront d'abord le bien-être; le concours de toutes les volontés peut suppléer le génie. A l'aide de l'association, dont nous allons faire l'exposé, l'obole versée par le souscripteur lui rapportera le centuple. Afin de faire mieux comprendre le but que nous nous proposons, nous devons répéter cette vérité, que nous avons prouvée dans d'autres écrits: « Que parmi les causes nombreuses qui ont donné à nos précédents gouvernements un pouvoir liberticide, les principales sont: le bâillonnement de la presse, l'influence du clergé sur le pouvoir temporel et le monopole de l'enseignement public. » Nous demandons, en conséquence, et avant tout, la liberté de la presse, ayant pour limites le mensonge et la calomnie; la concurrence religieuse, ou égalité des cultes; et la liberté de l'enseignement.

Le seul moyen de se soustraire à l'influence d'un clergé puissant par la discipline et l'esprit de corporation, et dont on ne peut partager ni les opinions politiques, ni les idées sociales, ni les croyances religieuses, c'est d'opposer culte à culte, c'est de fonder une religion. Une religion, qu'elle soit basée sur l'erreur ou sur la vérité, est un monument forcément respecté. Les guerres, les révolutions peuvent détruire un principe ou une forme de gouvernement, mais jamais une religion: le citoyen peut périr, mais l'homme reste. Alexandre, César et Charlemagne n'ont rien laissé de durable après eux; les œuvres de Jésus-Christ et de Mahomet sont encore debout! La religion que nous allons établir se nomme le libertisme, ou la religion du bon sens.

Il y a deux puissances d'essence divine, la justice et la vérité, dont l'accord parfait peut constituer l'état normal du monde. Toute question, politique ou sociale, ne peut être résolue que par la connaissance du droit (justice) et du fait (vérité); c'est pourquoi les peuples et les hommes les plus près de la justice sont ceux qui ont les idées les plus vraisemblables sur la divinité, de même que les peuples et les hommes les plus près de la vérité, sont ceux qui ont les notions les plus étendues et les plus exactes dans les sciences. La réforme, comme on le voit, est aussi bien religieuse que politique et sociale. Le catholicisme, en faisant de Jésus-Christ un Dieu, s'est placé dans une condition telle, qu'il ne peut toucher à ses dogmes sans se suicider; et le socialisme resterait éternellement impuissant comme la philosophie, s'il ne prenait pour base l'établissement d'un culte religieux.

Supposons qu'il existe un temple libertiste, dont la location est de trois mille francs par an, et qu'il y soit attaché trois pasteurs, dont un légiste, un hygiéniste et un instructeur, à trois mille francs par an d'honoraires chacun; la somme totale sera douze mille francs. Que le temple rallie à ses doctrines seulement deux mille croyants, payant une cotisation mensuelle de cinquante centimes, la somme de douze mille francs sera couverte intégralement.

Indépendamment de l'initiation à une religion fondée sur le progrès de l'esprit humain, et qui détruira à jamais l'ignorance, l'erreur, le fanatisme et la superstition, en outre de l'enseignement d'une morale plus avancée, qui développera l'intelligence de l'homme et précèdera l'exaltation de sa sensibilité: nos pasteurs, comme on va le voir, sont appelés à rendre les plus grands services à leurs coréligionnaires.

Tous les maux qui affligent l'humanité n'ont qu'une

seule cause, l'ignorance, et peuvent être guéris par un seul remède, la science, qui n'est, répétons-le encore, que la vérité prouvée ou probable en toutes choses. Une religion qui ne s'occupe que de l'esprit, est incomplète; car l'homme n'est pas tout intelligence, il possède aussi un corps, dont l'état de santé influe sur son esprit. De là cet adage: *Sanum corpus, sana mens.*

L'hygiéniste, docteur en médecine, est chargé de l'enseignement de l'hygiène, par laquelle l'homme peut améliorer sa constitution physique et conserver son bien le plus précieux, la santé. Il instruit les femmes dans la manière d'élever les enfants, il classe les différents tempéraments, prescrit à chacun d'eux le genre d'alimentation qui lui convient généralement et accidentellement, et donne à chaque homme les moyens de combattre avantageusement, par la connaissance de la matière médicale et des moyens thérapeutiques, l'influence des agents chimiques qui tendent sans cesse à la destruction de son être. Il donne, au besoin, tous les secours de son art aux libertistes dont l'existence est en danger.

Dans l'état de société où nous nous trouvons aujourd'hui, l'homme a de plus à remplir ses devoirs de citoyen; la morale lui en fait la loi. En république, où chacun exerce le pouvoir souverain, ce n'est plus une qualité, comme on le disait sous la monarchie, de rester indifférent aux affaires publiques. Celui qui, de sa propre volonté, négligerait son instruction politique, serait considéré, à bon droit, comme un être méprisable, comme le plus vil des esclaves; car il se rendrait lui-même le bourreau de sa propre liberté. Avec le suffrage universel, un ignorant est aussi dangereux pour le gouvernement que pour le peuple. Il faut donc, dans l'intérêt du bien public, propager l'instruction.

Le légiste, docteur en droit, explique le droit naturel et interprète tous les articles de la constitution. Il instruit les croyants de leurs devoirs comme hommes et comme citoyens; il définit les grands principes de la liberté, de l'égalité et de la fraternité; il pose les limites de l'obéissance à la loi, et indique les moyens de résistance légale à opposer à toute oppression. Il explique le texte des ordonnances générales de police et de celles qui régissent la localité, afin d'en rendre l'exécution plus facile; il donne des conseils judiciaires de toute nature, et devient l'arbitre naturel des différentes contestations qui peuvent s'élever entre les libertistes.

L'instructeur est un bachelier ès-lettres, qui a deux missions à remplir, et dont il s'acquitte avec le concours des deux autres pasteurs et de tout libertiste versé dans une science quelconque. La première est la mission de la vérité, ou enseignement libertiste, pour conduire à l'état normal du monde, dont dépend le bonheur universel. Cet enseignement, d'après une méthode toute nouvelle, porte sur l'astronomie, la géologie, la zoonomie, l'histoire naturelle, la philosophie, la logique, la physique, la chimie, la philosophie de la littérature et de l'histoire, la sténographie, la géographie et les mathématiques.

La seconde, qui est la mission de l'hypothèse et de l'exception, comprend la connaissance des superfluités qui, en dépouillant l'homme de la propriété de son temps, entravent son intelligence et lancent son imagination dans les sphères les plus ténébreuses; ces superfluités sont le latin, le grec, la psychologie, une partie de la métaphysique, la philosophie éclectique, les légendes, etc. Ce second enseignement n'est donné aux libertistes que dans l'unique but de les rendre aptes aux emplois du gouvernement au dessus de celui de garçon de bureau; car ces niaiseries du programme pour du baccalauréat ès-lettres de Louis-Philippe, qui n'étaient qu'un motif pour frustrer les prolétaires des emplois publics au profit de la jeunesse dorée, et un sujet d'inégalité parmi les citoyens, seront peut-être encore exigées pendant quelque temps. Aujourd'hui qu'il n'y a plus de religion d'Etat, ou son équivalent, une religion dite celle de la majorité des Français, et que l'on peut affirmer ou nier l'immortalité de l'âme, avez-vous le droit de nous enseigner votre philosophie d'Etat? Aujourd'hui que toutes les idées des auteurs grecs et latins nous sont acquises par des traductions excellentes, que ces auteurs ont été imités et quelquefois surpassés dans ce qu'ils ont de plus sublime, et que notre langue s'est perfectionnée par les chefs-d'œuvre de notre littérature nationale, nous ne voyons pas la nécessité de faire perdre à la jeunesse

française ses plus belles années, pour arriver à quoi? Vous l'allez voir. Au bout de dix ans d'études dans le meilleur collège de France, un écolier ordinaire est complètement hors d'état de lire Horace et Tite-Live à livre ouvert. Du grec, qu'en sait-il? Des mathématiques, pas les quatre règles sans se tromper. Une ligne de français, correcte et passablement tournée, une seule ligne, il ne la peut écrire. **TIMON.**

Le temple ne servira pas seulement aux cérémonies du culte, qui consistent non en prières, mais en chants de remerciement à l'Etre-Suprême en langue nationale, sublimes d'harmonie et de poésie (Béranger et Meyerbeer nous ont assuré de leur concours), en exhortations à la pratique des vertus dans la possibilité de notre nature, à l'accomplissement des devoirs de l'homme et du citoyen; enfin, en discours plus ou moins éloquents sur la justice et la vérité. Il servira gratuitement, et pour tous, à l'exposé et au développement de tous les progrès qui intéressent l'espèce humaine. Tout professeur pourra venir y faire la démonstration d'une méthode nouvelle, tout socialiste y exposer un nouveau système, tout savant y réfuter une assertion erronée dans la science, tout homme de génie y proclamer une nouvelle découverte, tout industriel une nouvelle invention; enfin, tout producteur un perfectionnement. On y recevra gratuitement en dépôt tout ouvrage remarquable en peinture, en sculpture, en gravure, en lithographie, en mécanique, etc., enfin tous les produits perfectionnés dans les sciences, les arts et l'industrie. Et tout cela dans la seule intention d'une publicité profitable à tout homme d'intelligence et de progrès. Cette exposition permanente du produit du travail de l'homme sera le plus pur hommage rendu à la divinité.

Il est deux choses qui blessent autant la dignité de l'homme, qu'elles compromettent l'indépendance du citoyen: c'est la charité chrétienne ou l'aumône, et l'assistance du gouvernement ou encore l'aumône. Pour nous soustraire à cette impiété, qu'on déguise sous deux noms différents, nous établirons parmi nous la *solidarité libertiste*; car toute fraction du peuple souverain qui tend la main, est aux yeux de l'homme vraiment religieux, du républicain sincère, une population déshéritée, avilie et dégradée. En solidarité on peut, sans rougir, accepter un secours; car si l'on reçoit aujourd'hui, on donnera demain. La puissance de notre association est déjà telle que la somme modique de cinq centimes équivaut à cent francs (2,000 personnes à 5 centimes); avec une telle organisation nous pouvons parer à bien des éventualités désastreuses, et nous rendre des services très importants. Dans un moment de chômage nous donnerons des secours à nos travailleurs; nos malades seront soulagés; nous viendrons en aide à des négociants et des fabricants honnêtes, dont la réputation sera mise en péril par l'obligation d'un remboursement imprévu; nous faciliterons l'obtention d'un brevet à tout individu dans la misère, l'impression d'un ouvrage scientifique ou littéraire au jeune écrivain qui peut se faire un nom; nous avancerons les frais de justice, et nous donnerons un avocat au libertiste placé dans l'impossibilité de poursuivre ses intérêts légitimes devant les tribunaux, etc., etc. Nous irons plus loin: nous nous montrerons patriotes ou habiles. Nous achèterons un ballon, que nous donnerons ou que nous louerons à un aéronaute français, pour combattre la concurrence étrangère (1). Cette

(1) N'est-ce pas un des travers de l'esprit français, qui est si grand dans la conception, de se montrer si inhabile dans l'application. Par exemple, comment l'aérostat, qui est une invention française, qui a reçu en France tous ses perfectionnements, peut-il enrichir des étrangers et laisser mourir des nationaux. Ah! que l'Albionnais Green doit rire dans sa barbe en ramassant nos gros sous! Ce buveur de porter, a-t-il fait faire un pas à la science? Qu'on nous l'apprenne, au moins! Comment donc, soit par un juste sentiment d'orgueil national, soit par spéculation, n'a-t-on pas encore pensé, si c'est là le sublime du genre, à construire un ballon plus gros que le sien? Tout le mérite de l'arête d'un ballon plus dans cette savante combinaison, expressément conçue par un anglais est tion pour le gigantesque. Pauvres Français, du goût de sa nation, nationalisez donc les produits de votre intelligence. Les trois quarts de vos inventions fonctionnent à l'étranger, tandis qu'elles sont restées chez vous! L'état, le théoricien! Faites donc de la gloire pratique et de la nationnalité industrielle, vous vous en trouverez mieux!

LIBRARY OF THE
AYUNTAMIENTO DE MADRID
FUNDADA EN 1801
CALLE DE ALFARO, 10
28014 MADRID

LIBRARY OF THE
AYUNTAMIENTO DE MADRID
FUNDADA EN 1801
CALLE DE ALFARO, 10
28014 MADRID

LIBRARY OF THE
AYUNTAMIENTO DE MADRID
FUNDADA EN 1801
CALLE DE ALFARO, 10
28014 MADRID



fraternité active, que nous exercerons les uns envers les autres, vaudra mieux, nous le pensons, que la fraternité passive tant vantée du christianisme. Dans l'espace d'une année nous aurons à voir au plus cinquante cotisations extraordinaires à dix centimes chacun; car nous nous emploierons encore mutuellement et généralement à nous trouver de l'occupation les uns aux autres. Ces cinquante cotisations, perçues au fur et à mesure des besoins, nous constitueront un budget de secours de dix mille francs. En additionnant, pour l'année, six francs de cotisations ordinaires et cinq francs de cotisations extraordinaires, le chiffre de notre dépense individuelle ne monte juste qu'à onze francs (2,000 cotisations ordinaires à 6 fr. = 12,000 fr. + 2,000 cotisations extraordinaires à 5 fr. = 10,000; total $\frac{22,000}{2,000}$ fr. = 11 fr.). Il est peu de tra-

vailleurs qui ne puissent faire une économie si faible dans l'espace d'une année. Aux avantages qui précèdent viendra s'ajouter encore le bénéfice sur les sacrements; car, dans nos temples, le baptême, la communion, le mariage, l'enterrement, les chaises, tout sera gratuit; le casuel et le commerce y seront formellement interdits.

L'association libertiste est complète ici au premier degré. Voilà ce que nous avons à fonder, si nous voulons marcher à la tranquillité publique, au bonheur général. Rappelons-nous le proverbe: qui embrasse trop, mal étreint. Ce n'est que quand il existera un temple-modèle, fonctionnant avec toute la perfection qu'on a lieu d'attendre du concours des plus nobles volontés et des plus utiles capacités, que nous chercherons à établir le second degré de l'association libertiste.

Avant d'entrer théoriquement dans cette nouvelle phase, nous croyons nécessaire de faire connaître nos opinions sur certaines questions, de la solution desquelles la France est en mal d'enfant. Nous ne reconnaissons que la République démocratique *purement et simplement*; la déclaration sociale serait annihiler ses droits d'homme dans les mains du gouvernement, et mettre à la fois à sa discrétion sa liberté et son indépendance. Ce sentiment ne peut être que celui des ignorants et des esclaves. Notre socialisme, qui ne relève que de l'Être-Suprême, c'est le libertisme. On nous en imposerait un autre que nous le combattons sur les barricades de notre foi religieuse, en arborant le drapeau triomphant du Dieu de justice et de vérité. La victoire nous resterait; car il n'en est point pour les despotes! Nous voulons le suffrage universel sans aucune restriction, avec la garantie de l'inviolabilité du scrutin; une seule assemblée législative, de quatre cent cinquante membres à 25 fr. par jour, et un président à 50 fr.; un *délégué au pouvoir exécutif* à 40 fr. (Nous tenons à cette dénomination démocratique, attendu que la présidence de la République, outre qu'elle a quelque analogie avec la royauté, est de plus une erreur de langage; car ce nom de président a naturellement rapport à une société délibérante, et le délégué au pouvoir exécutif n'en a point à présider pour remplir ses fonctions); enfin, sept ministres à 30 fr. Nous protestons contre toute espèce de cumul dans les fonctions publiques. Le gouvernement de la République n'est pas un gouvernement de *viveurs*, mais de travailleurs. La richesse nationale doit rester dans les mains des particuliers, qui pourvoieront à toutes les dépenses légitimes, et non servir à la création des influences personnelles, qu'il faut toujours attendre de la part d'un pouvoir trop largement rétribué. Nous proclamons que les citoyens sont égaux devant la loi, comme les hommes le sont devant Dieu, quand ils atteignent le niveau moral. Nous demandons que les capacités soient constatées par un concours public indépendant du gouvernement, et que ce dernier choisisse pour ses diverses administrations parmi les hommes sobres, moraux, et supérieurs en mérite et en talents, qu'on lui aura désignés. Nous voulons la pondération et la hiérarchie des pouvoirs dans l'ordre de leur importance: 1° le souverain-peuple; 2° l'assemblée législative; 3° le délégué au pouvoir exécutif. Nous pensons que la démocratie doit agir au rebours de la monarchie; qu'en conséquence, le bras qui exécute n'étant qu'un agent secondaire, ne doit point dominer la tête ni le cœur de la République. C'est d'après ce principe que nous considérons le président de l'Assemblée nationale comme le premier fonctionnaire de l'État, et que nous lui attribuons le plus fort traitement. Nous dénonçons à tout gouvernement le pouvoir légitime d'organiser la religion, l'instruction, le commerce, l'agriculture ainsi que le travail; ce serait une usurpation sur les droits de l'homme les plus sacrés. Après le despotisme qui pèse sur la croyance religieuse, celui qui étouffe l'intelligence est le plus abominable. Il n'est point seulement fatal à l'homme de génie, il est de plus préjudiciable au pays, à l'humanité tout entière. Il est impie; car il entrave le progrès, et le progrès est une loi de la divinité. Supposons que la méthode de François Bacon, qui a ouvert une voie nouvelle non seulement à la philosophie, mais à toutes les autres sciences, ait été soumise à l'approbation du conseil royal de l'instruction publique, il est plus probable que ce tribunal inique, inquisitorial, jugeant par défaut et sans appel, ait décerné à l'auteur un

brevet d'incapacité. Est-ce que la routine peut rendre justice au génie qui veut la détruire? Non, ce serait une vertu surhumaine! Par le rejet de cette méthode, qui, en passant de l'imprimeur chez l'épicier ou le marchand de tabac, eût plongé son auteur dans la plus affreuse misère, nous en serions encore à la philosophie scolastique, à la physique et à la chimie des anciens; et toutes les merveilles de la science, des arts et de l'industrie qui nous frappent d'admiration et contribuent à notre bien-être, nous seraient entièrement inconnues! Arrière donc les vieux usages de la monarchie! Plus de théocratie dans l'État, plus de livres ni de méthodes approuvés, plus de censure de l'intelligence, plus de sinécures dans le gouvernement! A bas le ministère des cultes, de l'instruction publique, de l'agriculture et du commerce! plus de clergés salariés par l'État, plus d'Université, et partant, plus de routine, hébergée, engraisée et choyée par l'État! Foin de vos encouragements et de votre protection; rendez-nous notre bien, rendez-nous notre droit, la liberté! Vous faut-il encore des faveurs à distribuer, voulez-vous continuer l'influence des anomalies? Prenez-y garde! La France républicaine a cessé d'être une *fonctionnocratie*; il lui faut des producteurs libres et non des papassiers ni des ergoteurs privilégiés! Elle veut, et elle aura avant tout une administration légale, intelligente, probe et laborieuse. Elle l'aura à bon marché, même en payant le surnuméraire; car l'expérience a démontré sous Philippe, que les gros traitements n'étaient point une garantie contre l'immoralité, et que la corruption était au sommet et non à la base de l'édifice. Diminution sur les gros appointements, et augmentation sur les petits, c'est là l'esprit de la démocratie. Ce n'est point par le luxe, qu'il faut laisser aux particuliers dont il peut faire le bonheur et constituer le mérite, mais par l'intégrité et l'incorruptibilité, qualités plus précieuses pour l'homme moral, que le fonctionnaire public doit briller aujourd'hui. Quand vous achetez un rasoir, ne vous laissez pas éblouir par le brillant du poli; mais attachez-vous à ce qu'il soit d'une bonne trempe et bien affilé.

Ce n'est point la force matérielle qui a renversé Napoléon, Charles X et Louis-Philippe, c'est la force morale: les combattants réels de Juillet et de Février n'ont droit qu'à une gloire secondaire. C'est l'idée qui mène le monde! C'est la force morale qui s'agit, qui ébranle les gouvernements décrépits: la force matérielle n'aide qu'à les renverser! Aussitôt ce fait accompli, cette force n'a plus de mission; elle devient sacrilège si elle prétend fonder un nouvel édifice; car elle agit contre nature.

Avec le suffrage universel éclairé, et il le sera bientôt, nous ne craignons point le rétablissement d'aucune monarchie. Ce principe, comme cette forme de gouvernement, est usé en France jusqu'à la corde; tous les prétendants, impériaux et royaux, sont des déshérités du pouvoir souverain. Ce que nous pouvons redouter de leur part, c'est la tentative atroce d'un coup de main appuyée par des ignorants et des ambitieux, assez vils pour préférer leur intérêt personnel à l'intérêt du pays. Nous ne sommes pas non plus effrayés d'une dictature quelconque; l'insensé qui la révérait tomberait dans un abîme sans fond! Et quel homme de talent voudrait la tenter, quand le plus grand génie du siècle, Napoléon, a échoué dans cette entreprise anormale? Ce qui nous effraie, dans cette Babel des principes de notre époque, c'est la pensée de l'accouplement monstrueux du pouvoir politique et du pouvoir social, qui nous mènerait aux guerres civiles, comme jadis le mariage adultère du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel nous a conduit aux guerres religieuses. La raison dit que l'idée juste est l'établissement de la République démocratique, sans aucun mélange d'autorité ni d'influence hétérogènes. Les attributions de ce gouvernement doivent se renfermer exclusivement dans sept ministères: l'intérieur, la justice, les travaux publics, la guerre, la marine et les colonies, les finances, et les affaires étrangères. Voilà tout son domaine!

En justice et en raison, le gouvernement n'est fondé que pour nous régir comme citoyens; comme hommes sa tutelle est un abus de pouvoir: nous relevons d'une autorité supérieure! Le peuple, en donnant son mandat à ses représentants, n'a pas entendu aliéner dans leurs mains ses droits primitifs. Et quand même il le voudrait il ne le pourrait pas sans commettre une impiété, un sacrilège; car au dessus du peuple souverain, il y a un bien plus grand souverain encore, qui est Dieu! L'homme, sans la promulgation d'aucune constitution humaine, a le droit de vivre puisqu'il a le droit de naître; il a le droit de travailler puisqu'il a le droit de vivre, il a le droit de posséder puisqu'il a le droit de travailler, il a le droit de transmettre puisqu'il a le droit de posséder. Tous ces droits sont immuables comme la justice d'où ils découlent. Malheur au gouvernement ou au parti qui, par mauvaise foi ou par ignorance, entraverait le libre exercice de ces droits imprescriptibles: il périrait!

Depuis soixante ans nous avons accompli trois révolutions, et la liberté fuit devant nos efforts comme le liquide se retire devant la bouche de Tantale; c'est encore pour nous le tonneau percé des Danaïdes! Des détracteurs intéressés de toute réforme politique, de toute amélioration sociale, disent que l'esprit révolu-

tionnaire ne sait que détruire, mais ne peut pas édifier: nous donnerons un démenti formel à ces importuns aussi ignorants qu'égoïstes; car l'idée régénératrice est dans la Révolution, la chercher ailleurs est une utopie. Les effets sont toujours identiques avec les causes qui les produisent; et si, après chacune de nos conquêtes populaires, le despotisme s'est relevé plus vivace qu'auparavant, s'il s'est implanté dans nos lois, s'il s'est pour ainsi dire ancré dans nos institutions, c'est que le mal n'a pas été combattu dans son principe; c'est que la double influence du clergé et de la noblesse, contre laquelle la démocratie française s'est levée en 89, a persisté dans ses voies de domination, et n'a fait que se transformer; c'est qu'aux cadets de l'ancienne noblesse ont succédé les cadets de la nouvelle noblesse et de la bourgeoisie, et qu'à la religion de l'État a succédé la religion dite « de la majorité des Français. »

En février, au lieu de discuter le droit au travail, droit que l'homme acquiert en naissant, comme nous l'avons déjà dit, et l'organisation du travail par le gouvernement, quand le travail est libre de sa nature et ne peut être organisé que par la volonté persévérante des travailleurs, il eût beaucoup mieux valu trouver le moyen de donner du travail, afin de faire vivre le peuple et de soutenir le crédit, qui, une fois tombé, se relève difficilement. Voulant servir la patrie dans les limites de notre intelligence, nous nous sommes présenté à l'Hôtel-de-Ville pour proposer au gouvernement provisoire un moyen de salut public; mais les *cadets* dont-il s'était entouré, n'ont pas trouvé notre nom assez aristocratique pour nous permettre l'accès auprès de ces nouveaux Lafayettes, qui croyaient fabriquer la meilleure des républiques. Notre plan était tout simple, nous aurions, aux grands maux, appliqué les grands remèdes. La mesure n'aurait atteint que les plus riches du pays; on les eût imposés dans la proportion de leur fortune, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour alimenter le commerce, ce père nourricier de toute nation. En échange de leur argent, ou leur aurait donné du papier remboursable en travaux et en marchandises, et dans l'espace de six mois. Par cette combinaison raisonnable, on aurait évité cette malheureuse organisation des ateliers nationaux; on aurait épargné à une foule de marchands, de négociants et d'entrepreneurs, le malheur de déposer leur bilan, ou de fermer boutique; et la guerre civile qui a ensanglanté la capitale, eût été inconnue. Aujourd'hui, mieux renseignés, il nous faut combattre avec persévérance, toute velléité d'aristocratie, de combinaison politico-théocratique, et faire nos efforts pour reconstituer le travail, qui s'organisera pacifiquement, quand la fraternité active de l'association libertiste s'exercera.

Le libertisme est une grande famille, dont Dieu est le père et la République démocratique la mère. Que le socialisme le plus vrai, c'est à dire le plus en harmonie avec les lois physiques et les lois morales, avec la justice et la vérité, dirige les hommes; et que la République démocratique, que veulent fonder les patriotes les plus éclairés, gouverne les citoyens: la patrie alors jouira des bienfaits nombreux de l'unité politique et sociale! hors cette division du pouvoir et cette unité dans la diversité, conformes à la nature, il n'est point de liberté et, par conséquent, de bonheur pour les peuples.

Nous ne terminerons pas cet article sans donner notre profession de foi: à la force nous opposerons le droit, aux ténèbres la lumière, à la dépravation les mœurs, et à l'erreur la vérité.

Salut fraternel aux hommes de bonne volonté.

PINTO, fondateur du Libertisme,
Frère aîné des Croyants.

Nota. La deuxième livraison contiendra la suite du plan de l'Association libertiste. Les personnes qui désirent prendre une part active à la propagation de nos doctrines, doivent s'adresser, par lettres *affranchies*, au citoyen PINTO, rue du Marché-Saint-Honoré, 15, qui leur fera réponse immédiatement.

EN VENTE:

INITIATION

AUX DOGMES DU LIBERTISME,
OU RELIGION DU BON SENS,

VÉRITABLE BASE DES RÉFORMES POLITIQUE ET SOCIALE.

16 pages in-8°, 3 cantates libertistes et 2 gravures. Prix: 10 centimes.

La demander aux marchands de journaux.

Imprimerie ÉDOUARD PROUX et C^e, rue Neuve-des-Bons-Enfants, 3.